

Un pacte pour l'euro
ou
Comment la ploutocratie renverse la démocratie

Le 11 mars 2011, les chefs des exécutifs des états de la zone euro* réunis à Bruxelles, ont adopté le *pacte pour l'euro* qui constitue l'annexe I du relevé de conclusions de cette réunion.

Cette annexe est intitulée :

Pacte pour l'euro
Coordination renforcée des politiques économiques
pour la compétitivité et la convergence

Il s'agit en fait de **détruire la souveraineté des Peuples au profit de la glotonnerie des affairistes de la mondialisation**. Les chefs des exécutifs qui ont pris cette décision sont tous les élus du peuple. Mais tous, ou presque, détournent leur mandat et l'utilisent pour servir exclusivement les intérêts du capitalisme financier qui, afin qu'ils obtiennent les suffrages nécessaires à leur élection, a mis les média qu'il possède en surabondance à leur disposition pour leurs campagnes électorales respectives.

Ce *pacte* doit être validé par le Parlement et entrer en vigueur avant la prochaine élection présidentielle française afin de lier définitivement les mains du prochain occupant de l'Elysée.

Il s'agit d'une abdication de la souveraineté nationale et de sa soumission au grand capital interlope, actionnarial et spéculatif.

Est-ce tolérable ?

NON, répond le SNCA e.i.L. Convergence qui s'est engagé, en regard de la *Charte d'Amiens*, à œuvrer à l'émancipation du monde au travail, qui souscrit aux perspectives politiques, économiques et sociales du programme du CNR et qui promeut les valeurs et les principes humanistes de la République.

Et quand la seule réponse à l'intolérable est le refus, il faut entrer en résistance et combattre.

C'est pourquoi le SNCA e.i.L. Convergence entreprend d'expliquer le contenu de ce *pacte pour l'euro*, d'en montrer les intentions antidémocratiques et d'en dénoncer les bénéficiaires. Par la même occasion, le SNCA e.i.L. Convergence annonce qu'il se joindra, dans la mesure de ses possibilités, à toute initiative visant à faire échouer ce *pacte*.

En 2005, alors que le *Projet de traité constitutionnel européen*, soumis à referendum, a fait l'objet d'une vaste campagne contradictoire qui a abouti au **NON** que l'on sait, massif, populaire ... et bafoué, en 2011, le *pacte pour l'euro* et sa validation se trament subrepticement. Les partis de gauche, y compris ceux représentés au Parlement, les appareils des grandes centrales syndicales ont tous fait savoir qu'ils étaient opposés à ce *pacte* ; mais le Peuple, lui, contre qui le *pacte* est dirigé, est laissé dans l'ignorance.

Le SNCA e.i.L. Convergence ne prétend pas, à lui tout seul, combler cette carence. Mais, encore une fois, il saisira toutes les occasions à sa portée pour faire connaître au plus grand nombre possible **l'inqualifiable atteinte aux droits des Peuples, peuple des travailleurs, peuple des citoyens que prétend porter le pacte de l'euro**.

Le *pacte pour l'euro* fixe à ceux qui l'ont concocté quatre objectifs :

- Favoriser la compétitivité
- Favoriser l'emploi
- Mieux contribuer à la viabilité des finances publiques

- Renforcer la stabilité financière

Le SNCA e.i.L. Convergence publiera successivement son analyse de chacun de ces objectifs et complètera ce travail par des remarques supplémentaires sur la portée politique du *pacte*.

* 17 états, dont la France, sur les 27 que compte l'Union Européenne

1^{ère} partie : Renforcer la compétitivité et affaiblir les salariés

Il y a deux façons d'envisager la compétitivité, comme l'avert et le revers d'une même médaille : la compétitivité des produits en fonction de leur prix et de leur qualité et celle des travailleurs. Il est évident que le *pacte pour l'euro, ex-pacte de compétitivité* justement, en application du principe de « *la concurrence libre et non faussée* » joue à plein sur celle qui doit opposer les travailleurs, les travailleurs des pays émergents en concurrence avec ceux des pays de l'Union Européenne, et ceux de l'Union entre eux.

Cela apparaît clairement dans la façon dont les 17 chefs d'état et de gouvernement signataires du *pacte* font dépendre la compétitivité économique, c'est-à-dire la capacité à produire des biens et des services que s'arracheront les clients des marchés intérieurs et extérieurs « *de l'évolution des salaires et de la productivité* ». Il faut donc suivre l'évolution du « *coût unitaire de la main d'œuvre* », ou **CUM**, dans chaque pays, comparer cette évolution avec celle des voisins pour aboutir à une harmonisation par le ... bas ! En effet, si dans un pays les salaires grimpent avec la prise en compte, par exemple, de l'augmentation de la productivité des travailleurs, il y a risque de « *provoquer une érosion de la compétitivité* » ce qui fait perdre des parts de marché à l'exportation et pencher la balance commerciale du mauvais côté. Donc, mise en joue sur les salaires par une révision des « *dispositifs de fixation des salaires* » et, bien entendu, des « *mécanismes d'indexation* ». En terme simple cela se dit : **dérégulation !** C'est dans cette perspective qu'il faut aussi comprendre l'injonction à « *lever les restrictions indues qui pèsent sur les services professionnels* » telles le salaire minimum, les rétributions des apprentis fixées par le **Code du Travail**, les tableaux d'avancement négociés avec les représentants du personnels, et autres rémunérations liées aux progressions de carrière, cotisations sociales patronales, etc. Feu à volonté sur tout ce qui impose aux employeurs des règles dans la rémunération des salariés ! La disparition des règles permettra plus que la pression sur les salaires : leur diminution ! Et vite fait !

L'Etat se doit de donner l'exemple puisque « *l'évolution des salaires dans le secteur public constitue un signal important* » ... A lui de diminuer son **CUM** pour que le **CUM** du secteur privé puisse baisser à son tour ! Cela est dit avec cynisme : l'Etat doit soutenir les capitalistes en veillant « *à ce que les accords salariaux dans le secteur public viennent soutenir les efforts de compétitivité consentis dans le secteur privé* ». Autrement dit, **l'Etat au service du Capital !**

Il est vrai que les pratiques et les outils de cette mise à genoux des salariés du public sont déjà bien affûtés et rodés : LOLF, RGPP, ONP*, refus d'augmenter le point d'indice, blocage des négociations salariales, avancement « *au mérite* » ... A quand la destruction de la grille indiciaire ?

La politique salariale imposée par le *pacte de l'euro* est évidemment malthusienne comme tout ce qu'inspire l'idéologie libérale : le moins possible de masse salariale à distribuer aux travailleurs, cela donne toujours davantage de profits au patronat et, derrière

lui, aux organismes financiers qui lui prêtent de l'argent pour qu'il se dote d'outils de travail économes en main d'œuvre.

Il s'agit pourtant là d'une erreur magistrale, née du fait que l'économie capitaliste, dans les pays post-industriels comme le sont ceux de la zone euro, n'a besoin, pour faire de gras profits, que de quelques petits millions de cadres et techniciens bien adaptés aux productions juteuses. Elle n'a que faire des millions d'autres actifs jeunes, vieux ou entre les deux, souvent de sexe féminin, qui vivent d'emplois incertains et intermittents, voire d'assistance ... Cette masse confuse qui recèle cependant beaucoup d'individus compétents, qualifiés, performants si l'occasion leur en était donnée, offre une variable d'ajustement aux besoins en main d'œuvre et surtout une arme de dissuasion contre toute revendication un peu virulente de la part des autres en matière salariale.

Le résultat est **une stagnation, voire une régression globale du pouvoir d'achat et une paupérisation non moins générale de la société, avec la désespérance** qui accompagne inévitablement cette situation négative. Cela est un signe de mauvaise santé de la civilisation, des civilisations qui sont mortelles, comme chacun sait ... Il y a aussi des maladies contagieuses, des épidémies, voire des pandémies, qui ne distinguent pas qui elles frappent ... En l'occurrence, la maladie qui ronge la santé de nos sociétés a été inoculée à la population de la planète, l'UE comprise, par le capital financier interlope de la mondialisation. Peut-être qu'un revers de santé – et de fortune – lui fera mettre à son tour genou en terre.

Et le plus tôt serait le mieux !

Quand la gangrène est là, on coupe !

* **LOLF** : Loi d'Orientation relative aux Lois de Finance ; **RGPP** : Révision Générale des Politiques Publiques ; **ONP** : Office National de la Paye.

2^{ème} partie : Emploi et retraite ou la précarité comme moyen de « gouvernance »

« *Le bon fonctionnement du marché du travail constitue un facteur déterminant de la compétitivité de la zone euro* ». Au vu de la conception de la politique salariale du **Pacte pour l'euro**, il est évident que cette belle affirmation sur le « *bon fonctionnement du marché du travail* », et le bout de l'oreille « *de la compétitivité* » qui repointe par la même occasion, signifient que le marché du travail doit fonctionner au mieux des intérêts patronaux ; il s'agit, par son « *fonctionnement* », d'assurer le minimum de masse salariale !

Un mot qui fait florès dans les milieux économistes branchés et surtout au MEDEF, qui de surcroît est un oxymore à lui tout seul, est la « *flexisécurité* », l'idéal du bon fonctionnement du marché de l'emploi. Au vrai, la notion donne plus de poids à la flexibilité de l'emploi qu'à sa sécurité... Ce que le patronat en attend, et que lui donne à gogo les chefs des exécutifs de la zone euro, c'est de pouvoir se débarrasser facilement des salariés considérés, au temps T, en surnombre, histoire de faire augmenter, par un *management forcené*, la productivité de ceux qui restent. **Le salarié jetable doit devenir la règle**. A la marge, il est loisible aux différents pays d'organiser le côté sécurité de la « *flexisécurité* » par « *l'éducation et la formation tout au long de la vie* ». Le salarié jetable a la vie devant lui pour améliorer sa « jetabilité » alors que le patron, lui, est toujours dans l'urgence. En effet, ce que révèle surtout la mise en vedette de la « *flexisécurité* », imposée par le **Pacte pour l'euro**, c'est la manière dont le patronat gère l'économie : jamais le long terme, rarement le moyen, le

plus souvent le court, voire le très court terme. Cela est **source d'un gaspillage bien plus coûteux que ne le serait une véritable politique de la sécurité de l'emploi** ; et, plus grave et haïssable encore, cela montre la totale indifférence du monde de l'entreprise, et de celui de la finance qui est derrière lui, au présent et au devenir de la société : pourvu que ça rapporte, après eux le déluge ! Gageons qu'ils ont prévu, toutefois et hélas, de quoi épargner à leurs héritiers une telle catastrophe ...

La fiscalité doit être réformée pour permettre « *la réduction des charges fiscales pesant sur le travail* ». De même que pour la notion de compétitivité, cette formulation est à double sens, et même à double tranchant ! Bien entendu, la charge fiscale intolérable est celle de l'impôt sur les sociétés ! Le **Pacte pour l'euro** doit donc aboutir à l'abaisser pour la plus grande satisfaction du grand patronat ; lequel, donnant-donnant, se laissera peut-être aller à créer de l'emploi « flexisécurisé », c'est à dire jetable. Le fin du fin, les salaires étant ce qu'ils sont, et surtout à la baisse, sera d'amener sur le marché du travail de plus en plus de « *personnes assurant une seconde source de revenus* ». Quand on est mal et irrégulièrement payé à deux, cela fait tout de même un foyer fiscal un peu plus large, donc imposable, que lorsqu'on est seul à gagner le pain de la famille. Il s'en suivra une balance fiscale avec un plateau allégé pour les sociétés, et un autre alourdi pour les ménages, vous et moi, pardi ! Ainsi, « *le niveau global des recettes fiscales* » sera assuré pour l'Etat ! Quelle idéale « *gouvernance* » !

Reste l'apothéose de la vie professionnelle de tout un chacun de la zone euro : l'âge de la retraite ! Eh bien ! Le **Pacte pour l'euro** n'y va pas par quatre chemins : il faut adapter « *l'âge réel de la retraite à l'espérance de vie ou en accroissant le taux d'activité* ». Ce qui signifie :

1. qu'il y a deux façons de vivre cette immense conquête culturelle qu'est le recul de la mortalité partout dans le monde et *ipso facto* l'allongement de l'espérance de vie* : pour tous, la satisfaction de bénéficier de cette avancée spectaculaire contre la mort et pour quelques uns, ceux du monde entrepreneurial, actionnarial et spéculateur d'en tirer du pognon !
2. qu'il faut travailler plus longtemps, pour éviter de s'ennuyer pendant ses vieux jours : directement de l'usine ou du bureau au tombeau ! Pas de temps mort !

La légende dit que le roi de Phrygie, Midas, avait reçu de Dionysos le pouvoir de changer en or tout ce qu'il touchait, ce qui n'était pas très commode pour tremper sa tartine dans son café ou même avaler son café !

Puisse Dionysos revenir parmi nous et faire le même cadeau aux avides entrepreneurs, actionnaires et spéculateurs de la zone euro et d'ailleurs : ils crèveront de faim – chacun son tour ! – et n'atteindront pas l'âge de la retraite. Bon débarras !

Domage que ce ne soit qu'une vue de l'esprit ...

**Espérance de vie : c'est l'âge qu'atteint et dépasse la moitié d'une génération. Ainsi en France, la moitié des petites filles nées il y a quatre vingt quatre ans survit ; ce sont de charmantes vieilles dames pleines d'allant et amoureuses de la vie. Et toutes ne portent pas, heureusement, des chapeaux aussi laids que ceux de la reine d'Angleterre !*

3^{ème} partie : Fiscalité et abandon de la souveraineté

Après la recherche de « *compétitivité* » qui justifie aux yeux des 17 signataires d'**Un pacte pour l'euro** non seulement la stagnation des salaires mais surtout leur abaissement, après la « *flexisécurité* » des emplois qui généralise leur précarité, ces messieurs-dames qui nous gouvernent, quoique pas nécessairement de la manière que nos voix en exprimaient le souhait, mettent au cœur de leurs préoccupations « *la viabilité des finances publiques* » qu'il faut améliorer.

Evidemment la « *viabilité des retraites, des soins de santé et des prestations sociales* » doit être la préoccupation majeure des technocrates qui établiront des degrés de « *viabilité* » des systèmes établis en faisant des comparaisons entre les pays de la zone euro et tous ceux qui voudront se joindre à elle, en fonction de deux critères, « *les facteurs démographiques* » dont il a été fait état dans la 2^{ème} partie de ces commentaires du **Pacte de l'euro** et le « *niveau d'endettement* » de ces systèmes. Il est vraisemblable que « le trou de la sécu » à la Française, qui est d'ailleurs plus un mythe qu'une vérité, fera des émules chez nos voisins qui s'autoriseront de cet endettement fictif pour détruire un peu plus, jusqu'à l'anéantissement, les systèmes sociaux qui concrétisent les solidarités nationales.

Ainsi les finances publiques doivent fuir comme la peste l'endettement, et ce dans tous les domaines, qui menace « *la viabilité budgétaire* ».

Or c'est là que se trouve la clef du Pacte pour l'euro dont les préoccupations destructrices en matière de salaire, d'emploi, de protection sociale sont des amuse-gueule en regard du plat de résistance : la perte de souveraineté des Etats-membres en matière de budget.

Voter une loi de finance annuelle pour assurer les recettes de l'Etat en fonction des dépenses que ses choix politiques déterminent est un élément fondamental de la vie démocratique, parce que c'est le contraire d'un chèque en blanc signé en faveur d'un despote qui s'arroge, par ce blanc-seing, la maîtrise des richesses du pays qui appartiennent de droit au Peuple.

Avec le Pacte pour l'euro, le despotisme des technocrates de la Commission de Bruxelles supprime définitivement la démocratie.

En effet, ces fonctionnaires de haut rang, détachés de leurs administrations d'origine, ce qui les rend totalement irresponsables de leurs actes, ces ronds de cuir de grand luxe qu'aucune élection ne mandate, sont institués les gardiens, les surveillants, les gardes-chiourmes des finances nationales alimentées par l'argent des contribuables, des citoyens dont **les élus sont mis en tutelle, autant dire EUX, les travailleurs et les citoyens !** Avant le vote parlementaire, « *la Commission aura la possibilité ... d'être consultée* (remarquez, au passage, comme la langue et la plume des rédacteurs du **Pacte pour l'euro** fourchent : au lieu de dire les gouvernements pourront consulter la Commission, c'est cette dernière qui pourra l'être : comme quoi, le style, c'est l'homme !), *avant son adoption* (enregistrement, comme dans l'Ancien Régime, serait plus approprié), *sur la formulation* (hum... lire contenu, plutôt) *précise de la règle budgétaire, afin de s'assurer qu'elle est compatibles avec les dispositions européennes* (et si ces dispositions sont contraires à l'intérêt national ?) »

D'ailleurs, avant de rédiger cette abdication de la souveraineté nationale et populaires, les auteurs du **Pacte pour l'euro** ont pris soin de mentionner que leurs états s'engageaient « *à traduire dans leur législation les règles budgétaires de l'UE figurant dans le pacte de stabilité et de croissance* » en utilisant, pour ce faire, un instrument juridique « *contraignant et durable* (par exemple, la Constitution ou une législation cadre) ». Autrement dit le Diktat européen remplace la loi démocratique, votée par les élus de la Nation, laquelle disparaît devant les injonctions de la bureaucratie bruxelloise : une oligarchie d'irresponsables devient

la maîtresse des Etats qui, par la trahison de leurs exécutifs pourtant responsables devant les électeurs, sont sommés de prendre leurs ordres dans les bureaux feutrés de la Commission.

Serait-ce que 1789 et 1792 n'ont servi à rien ?

Serait-ce que la République est révolue ?

Serait-ce que les citoyens redeviennent des sujets ?

4^{ème} partie : Stabilité financière et maltraitance des populations

Un pacte pour l'euro devait initialement s'appeler *Pacte de stabilité* : du moins l'Allemagne d'Angela MERKEL y tenait. Mais, pour ne pas effaroucher par trop les populations qui froncent le sourcil aux mots stabilité et austérité dont elles ont fait des synonymes, la dame de fer germanique s'est laissée convaincre que « *pacte pour l'euro* » était un emballage de la stabilité qui en faisait un paquet cadeau irrésistible !

Toutefois, la stabilité reste le noyau dur de la politique financière germano-bruxelloise.

En réalité, il y a une confusion soigneusement entretenue par la bureaucratie européenne et les exécutifs des états-membres de la zone euro entre monnaie et finances, finances d'Etat s'entend. Pour un état, les finances sont le jeu entre les dépenses découlant d'un choix politique et les recettes que ce choix implique, ce qui est le B A BA d'un budget national ou loi de finances dont il a été montré précédemment qu'elle allait être désormais sous la férule de la commission européenne. Or la monnaie n'est pas un choix de stratégie politique ; elle est – était – le cas échéant, un outil tactique permettant de jouer sur le prix des biens et le coût du travail, à coup d'inflation ou de déflation, de dévaluation ou de réévaluation. Elle était surtout, par sa permanente mobilisation aux mains de la direction politique, un emblème de la puissance régaliennne : de Maëstricht à l'euro en passant par la banque centrale européenne dés-étatisée, cette symbolique de l'Etat-Nation a vécu.

L'euro est stable par définition, même si nos porte-monnaie constatent l'im-pertinence de cette définition. Par conséquent, comme l'outil modulateur, ne module plus rien du tout – décidément nos porte-monnaie sont bien impertinents ! – ce qu'il servait à moduler, les finances d'Etat, ne doivent plus être ni modulées ni modulables : elles doivent être stables !

L'idéal pour atteindre une stabilité de la finance publique exemplaire serait que l'Etat n'ayant pas de dépense à faire (ni administration, ni police, ni armée, ni écoles, hôpitaux et autre SNCF) n'ait aucunement besoin de recette pour la permettre : plus d'impôts et surtout plus d'impôt sur les entreprises ! Donc la mort de l'Etat annoncée par Marx adviendrait bel et bien ... mais pour la plus grande gloire du capitalisme ! Les cocus de l'Histoire sont innombrables !

Même Angela ne s'autorise pas ce rêve de l'UTOPIE devenue, enfin, réalité ...

Au moins la compression de la dépense, pour la plus grande joie des très gros contribuables (les bénéficiaires de feu le bouclier fiscal) doit-elle aider à tendre vers cet idéal.

Faisant des états européens des ersatz de ménages popotes lambda, le pacte pour l'euro veut adapter les dépenses aux recettes : tu gagnes à deux pour nourrir et loger 5 personnes 1500 euros par mois ; sûr que tu peux pas te loger dans un F3 à 850 euros par mois. Eh bien, prends un F2 ou la niche à chien et tu verras, tu pourras manger 5 fruits et légumes verts par jour. La santé, y a qu'ça qui compte !

Par conséquent, un état ne doit pas investir pour l'avenir de sa jeune population : moins de classes, moins d'école, moins il y en aura, plus les finances seront saines. La santé, y a qu'ça ! Il ne doit pas non plus se soucier de ses vieux : z'avaient qu'à souscrire une

assurance vieillesse auprès de Médéric, Sarko *and C°* ! Résultat ? Des finances saines : voir plus haut, la santé y a qu'ça !

Donc si pas d'investissement, pas d'emprunt, si pas d'emprunt, pas de dette, si pas de dette, des finances saines ! La santé etc.

Avant même d'avoir fait voter par leur parlement *un Pacte pour l'euro*, les états sont contraints par l'UE de contrôler « *le niveau d'endettement privé des banques, des ménages et des entreprises non financières* » et le leur propre : **le malthusianisme libéral maltraite les populations d'aujourd'hui et hypothèque l'avenir des prochaines générations.**

Le mythe si peu poétique – mais ce ne sont pas les actionnaires du DOW JONES ou du CAC 40 qui seront les Homères de nos temps de surboursicotage – de la « *stabilité financière* » qu'il faut renforcer, fait partie intégrante de l'idéologie libérale dont l'UE est la dévouée cireuse de pompes. Cette idéologie qui fait les choux gras d'un petit million d'individus sur les 7 milliards que compte l'humanité est mortifère pour le travail des hommes, pour leur aspiration légitime au bien-être, pour la terre elle-même qu'elle ravage au nom du plus grand profit de quelques uns et au détriment du plus grand nombre.

Et sous nos yeux, en Europe, sous le couvert de la stabilité financière, avec la complicité active des dirigeants élus le libéralisme égorge la démocratie et dévaste le présent et l'avenir des peuples.

Conclusion : Aux armes !

Adopté en mars dernier par les chefs des exécutifs qui, trahissant plus que leurs électeurs, ont trahis tous leurs concitoyens, leurs peuples, et leur histoire, *un Pacte pour l'euro* est la goutte qui doit faire déborder le vase énorme et archi plein d'injustice. Alors que la caste politique, divisée sur le sujet, plus sur la forme que sur le fond d'ailleurs, fourbit ses armes en vue de son adoption ou non par le Parlement, *un Pacte pour l'euro* est déjà en vigueur. Son application, mortifère pour la démocratie et le bien public, ravage la GRECE, l'IRLANDE, l'ISLANDE, l'ESPAGNE et le PORTUGAL, obligés, par les institutions européennes et le FMI, de réduire drastiquement leurs dettes publiques en sabordant les services publics, en diminuant les salaires et en allongeant la durée de la vie professionnelle. Même s'il n'est pas dans la zone euro, le ROYAUME UNI s'est déjà soumis à ses impératifs en matière de compétitivité et de stabilité qui pénalisent les salariés, les citoyens et la jeunesse.

Alors que ce pacte, élaboré aux pieds des autels fastueux du libéralisme, abroge, par le biais fiscal et celui des contraintes budgétaires, la souveraineté nationale, nos ZELITES tardent à porter le débat devant la Nation qui est pourtant concernée au premier chef par la disparition de sa puissance politique.

En 2005, le referendum sur le projet de traité constitutionnel européen avait été largement repoussé par les Français : leur NON franc et massif est resté lettre morte, les ZELITES estimant qu'un peuple qui les désavoue n'est pas leur peuple.

Peut-il arriver que, ne se reconnaissant pas dans ses soi-disant ZELITES, le Peuple les congédie ?

A l'heure où la ploutocratie actionnariale et spéculative de la mondialisation renverse la démocratie et, en France, bafoue les acquis politiques, économiques et sociaux à mettre au compte de la République, il paraît opportun au SNCA e.i.L. Convergence que le débat sur la

mort programmée de sa souveraineté par le *Pacte de l'euro* n'échappe pas à la Nation elle-même, incarnée dans chacun de ses citoyens.

En conséquence, et parce que parmi les armes dont le peuple dispose, il y a le suffrage universel, même si d'aucuns veulent le vider de son sens :

- **Le SNCA e.i.L. Convergence demande qu'un référendum sur l'adoption d'un *Pacte pour l'euro* soit organisé à brève échéance.**
- **Le SNCA e.i.L. Convergence demande que l'inaliénabilité de la souveraineté nationale soit inscrite dans la Constitution de la République également par voie référendaire.**

Paris, le 7 juin 2011

**La secrétaire générale
Françoise Roche**